

TD(X)/MISC.6
14 février 2000

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

Conférence des Nations Unies sur le commerce
et le développement
Dixième session
Bangkok, 12-19 février 2000

DÉBAT INTERACTIF

**Conférencier d'honneur : M. Enrique Iglesias,
Président de la Banque interaméricaine de développement**

Résumé

Établi par le secrétariat de la CNUCED. Il ne s'agit pas d'un document officiel.

I. Exposé introductif

M. Iglesias a insisté sur la nécessité de trouver des réponses adéquates face à la mondialisation aux niveaux national et international et de concevoir des règles qui puissent aider à faire en sorte que celle-ci soit aussi équitable que possible. Ce qui s'est passé en Amérique latine est à cet égard intéressant.

Dans les années 50 Raul Prebisch et les économistes de la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) avaient mis au point un modèle qui différait de l'approche néoclassique sur plusieurs points importants. Ils avaient dénoncé l'inégalité dans la relation entre le centre et la périphérie de l'économie mondiale, réclamé des réformes structurelles et préconisé des stratégies de remplacement des importations. Ces idées avaient façonné l'architecture globale des organismes des Nations Unies traitant des questions économiques et sociales et avaient été à l'origine de la création de la CNUCED. L'Amérique latine qui connaissait depuis quelques années une croissance satisfaisante avait son propre modèle à proposer au monde et la CNUCED en était l'un des plus chauds partisans.

GE.00-70111 (F)
BKK.00-164

Ce que l'on a appelé la "décennie perdue" et qui avait commencé au milieu des années 70 avec la première crise pétrolière avait été marquée par des problèmes aussi bien internationaux que nationaux. Parmi les premiers figuraient l'inflation et l'instabilité face auxquelles les pays se trouvaient démunis. Au niveau national on avait assisté à l'effondrement du modèle de la CEPALC, avec des déséquilibres budgétaires, des politiques monétaires trop peu contraignantes, un manque d'efficacité qui tenait à ce que l'on comptait trop sur le remplacement des importations et une perte de compétitivité sur les marchés mondiaux. On avait accordé trop d'attention à l'ampleur nominale des écarts de revenu et pas assez à l'éducation, à la santé et aux services sociaux.

Les années 90 avaient été marquées par un retour à l'orthodoxie en vertu du "consensus de Washington". Dans toute la région, l'inflation était maîtrisée, les réformes budgétaires engagées et le processus d'intégration régionale relancé. La croissance était repartie avec un taux annuel moyen de 3,5 %.

Aujourd'hui, les gouvernements démocratiquement élus d'Amérique latine doivent relever les défis de la mondialisation et pour cela un modèle de développement différent est nécessaire. Dans l'ensemble, en dépit des progrès économiques, la croissance demeure irrégulière, la répartition du revenu déséquilibrée et le chômage et le sous-emploi un facteur d'exclusion sociale. Les réformes ont été insuffisantes et n'ont pas permis de résoudre tous les problèmes structurels.

D'après l'orateur, les principaux problèmes auxquels il convient de s'attaquer sont la vulnérabilité macroéconomique et la vulnérabilité sociale. Le règlement du premier passe notamment par une croissance régionale deux fois plus rapide et plus régulière, un accroissement de l'épargne intérieure (qui permettrait à la région d'être moins tributaire des capitaux étrangers à court terme) et une diversification verticale de ses exportations (dans lesquelles la part des matières premières reste disproportionnée).

En ce qui concerne la vulnérabilité sociale, bien que, dans la région, les dépenses sociales aient toujours été élevées, un habitant d'Amérique latine sur trois vit encore dans la pauvreté. Cela montre bien qu'il est nécessaire d'accroître l'efficacité des programmes sociaux des pouvoirs publics et notamment d'en faire profiter différentes catégories de la population dont les communautés autochtones, les minorités noires et les pauvres des zones rurales.

Ce qu'il faut de toute urgence, c'est tirer parti des résultats positifs obtenus dans le passé et, comme le propose la CEPALC, de "réformer les réformes". Si la stabilité macroéconomique demeure importante, de nouvelles approches s'imposent en matière de politique budgétaire et monétaire. Pour promouvoir un accroissement de l'épargne intérieure, il faudrait réformer les systèmes de sécurité sociale et les marchés de capitaux. Afin d'accroître la compétitivité des exportations, il importe aussi de s'attaquer aux problèmes des "coûts nationaux"; ce qui implique notamment de renforcer les infrastructures et de lutter contre le manque d'efficacité du secteur public.

M. Iglesias a fait valoir que la seule façon de rompre le cercle vicieux de la pauvreté était d'investir dans l'éducation. À cet égard la différence entre l'Asie et l'Amérique latine était flagrante. Il était également important de chercher à promouvoir l'intégration du secteur informel.

L'Amérique latine ne saurait davantage se laisser exclure de la société du savoir qui est en train de s'édifier, si elle veut demeurer compétitive sur les marchés mondiaux. Pour ce faire, des alliances stratégiques entre pouvoirs publics, secteur privé et société civile doivent être forgées. Le rôle de l'État doit être redéfini, et la bonne gouvernance demeure à cet égard l'un des piliers du développement.

L'Amérique latine peut se targuer de nombreux succès en matière d'intégration économique. Ce mouvement ne doit pas être interrompu. Les pays de la région doivent résister à la tentation du protectionnisme. Il faut mettre en place des mécanismes de règlement des différends et se doter d'objectifs ambitieux, tels qu'une monnaie commune pour le Marché commun du Sud (MERCOSUR).

Passant au contexte international, M. Iglesias a insisté sur la nécessité de corriger les graves asymétries du système commercial et financier multilatéral. L'échec de Seattle, où les principaux perdants ont été les pays en développement, a tiré la sonnette d'alarme pour un système qui, en définitive, ne s'est pas suffisamment adapté. Les pays industrialisés continuent de protéger leurs producteurs dans des secteurs essentiels tels que les textiles et l'agriculture. Il faut donner aux pays en développement la possibilité de participer plus activement aux travaux de l'OMC. Il faut parvenir à un consensus dans des domaines tels que l'environnement et les normes du travail, où la CNUCED apporte une contribution importante.

La force des idées est un atout majeur pour les Nations Unies, pour la CNUCED en particulier. M. Iglesias a déclaré pour conclure, paraphrasant l'écrivain mexicain Octavio Paz, que le XXI^e siècle devrait être le siècle de la fraternité et de la solidarité.

II. Débat

Au cours du débat qui a suivi l'exposé de M. Iglesias, plusieurs points ont été soulevés concernant les caractéristiques propres à la région de l'Amérique latine. Ainsi, l'importance d'une vocation exportatrice a été reconnue précocement, dès les années 1960, mais les succès initiaux ne se sont pas poursuivis dans les années 1970. Parmi les raisons des moindres succès ultérieurs de la région - par rapport à l'Asie du Sud-Est, par exemple - il y a les carences dans le domaine de l'éducation et l'incapacité de l'État à assumer un rôle bien adapté à l'évolution des exigences de la situation. La communauté internationale a aussi réagi de manière tout à fait différente face aux crises financières des années 1980 et des années 1990. À la différence de la situation récente, dans les années 1980, ni la situation économique internationale ni la réaction internationale à la crise de la dette n'allaient dans le sens d'une reprise rapide, ce qui a induit une crise du développement.

Un aspect qui a suscité un intérêt considérable parmi les participants au débat a trait à l'importance de la dimension régionale et sous-régionale. L'on a fait remarquer que l'intégration régionale est importante pour le développement à plusieurs égards. Elle favorise notablement la participation des pays membres à l'économie mondiale et accroît leur efficacité dans les instances internationales. Elle élargit les marchés et devient un facteur de succès des efforts de substitution aux importations, de développement des exportations et de diversification; elle peut aussi faciliter la création d'une société de l'information et la maîtrise des problèmes environnementaux. Par ailleurs, les politiques sociales peuvent être liées à l'intégration pour rendre les petites et moyennes entreprises (PME) moins vulnérables face aux difficultés qui ont leur source dans

le marché mondial. De ce fait, le renforcement des institutions régionales et sous-régionales s'impose tout autant que celui des institutions internationales. En Amérique latine, l'intégration régionale a été une réussite parce que dans cette région, l'intégration est tout à la fois une vocation et une tradition historique. Les progrès technologiques offrent aussi des possibilités d'approfondir ce processus.

Il a également été souligné qu'il n'est pas pris de mesures efficaces dans le domaine social bien qu'on s'accorde généralement à reconnaître la nécessité de tenir compte des dimensions sociale et économique du développement. Certes, un seul pays dans la région entre dans la catégorie des pays les moins avancés (PMA) mais, dernièrement, dans beaucoup de pays, la situation des groupes défavorisés s'est notablement dégradée. Ce sont toujours les mêmes groupes qui sont touchés par les crises. Les gouvernements accueillent souvent avec froideur les informations qui leur sont communiquées en matière sociale. Les dispositifs de protection sociale ne sont pas suffisants; la politique économique doit comprendre des objectifs sociaux. Il est absolument nécessaire de renforcer le dialogue interactif, en particulier à l'intérieur des pays. La société civile peut aider à résoudre les problèmes sociaux et à améliorer la situation des secteurs défavorisés. La mondialisation a des effets particulièrement néfastes pour les femmes qui sont les principales "gestionnaires de la pauvreté", et la CNUCED doit mettre davantage l'accent sur les mesures correctives à prendre à cet égard.

Jusqu'à une date récente, il s'agissait de diminuer le rôle de l'État. Il importe désormais de le redéfinir. Le besoin se fait sentir d'un État dynamique qui adjoigne au libre jeu du marché une action avisée. Il incombe à l'État d'appuyer la diversification horizontale et surtout verticale dans les pays tributaires des produits de base. Il lui appartient d'améliorer, avec une aide internationale, la capacité d'assimiler la technologie des entreprises et la capacité de négociation des PME. Les entreprises doivent rechercher activement la technologie. L'action tendant à redéfinir et renforcer l'État doit aussi renforcer la société civile. L'Organisation des Nations Unies a un rôle essentiel à jouer à cet égard et dans le règlement des problèmes délicats posés par exemple par l'environnement et les normes en matière d'emploi.

Les règles du commerce international doivent être adaptées aux besoins de tous les pays et permettre d'appliquer les politiques tenant compte des conditions sociales que tous, y compris le FMI, préconisent. L'enseignement à tirer de Seattle est qu'il existe une extrême sensibilisation au processus. La volonté politique d'apporter des réformes est aussi une réalité. Un régime commercial ouvert et équitable qui, notamment, supprime les subventions dans les pays développés, contribuera sensiblement à accroître les gains et les possibilités d'épargne dans les pays de la région.

D'autres nécessités ont été mises en lumière concernant les réformes à opérer au niveau international : celle d'assurer la mobilité de la main-d'œuvre, celle de prendre des mesures pour faire face à l'irrégularité des flux de capitaux à court terme et celle de neutraliser l'impact mondial croissant des mégaentreprises. On s'est aussi demandé s'il existait l'autorité nécessaire pour créer et maintenir en place un régime commercial ouvert et une architecture financière de nature à produire des ressources durables pour le développement.